

Programm wesentliche Kosten mit sich bringen wird, technische Kosten, Programmgestaltungskosten, und dass diese Kosten dann finanziert werden müssen. Es gibt zwei Möglichkeiten: das eine sind Konzessionsgebühren, das andere ist der Einsatz der Radiowerbung, eine begrenzte Radiowerbung, wie wir sie bei der Television schon haben. All dies und damit verbunden noch weitere Probleme stehen jetzt in Bearbeitung bei unserem Departement und überdies noch in der Expertenkommission Kopp für ein Mediengesamtkonzept. Auch die SRG und die PTT sind daran, diese Fragen zu prüfen, so auch die technischen, die Kostenfragen. Wir werden diese Arbeiten vorantreiben, um möglichst bald zu einer zuverlässigen Beurteilung zu gelangen.

80.001

Regierungsrichtlinien 1979–1983**Grandes lignes de la politique gouvernementale 1979–1983**

80.004

Legislaturfinanzplan 1981–1983**Plan financier de la législature 1981–1983***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 92 hiervoor — Voir page 92 ci-devant

M. Chevallaz, président de la Confédération: Le Conseil fédéral tient à vous remercier pour vos critiques aussi bien que pour votre apport constructif en général, pour l'accueil favorable que la plupart des orateurs ont accordé aux Grandes lignes pour la législature 1979-1983. Ces Grandes lignes, vous le savez et MM. les rapporteurs l'ont dit, ne constituent pas un engagement du Conseil fédéral, un catalogue de promesses formulées avec certitude; c'est une déclaration d'intention valable pour autant que les circonstances restent ce qu'elles sont. Or, nous avons pu mesurer, lors des précédents exercices, la part de hasard que nous réserve l'avenir, l'incertitude en particulier qui frappe les prévisions économiques. Les Grandes lignes, vous l'avez vu et on l'a dit, ne sont pas une œuvre de visionnaire, elles n'ont pas été exprimées dans la presse, elles ont été établies sous un certain éclairage compte tenu des circonstances économiques de redimensionnement sans doute mais aussi de quasi plein-emploi et de stabilisation économique que nous connaissons, situation privilégiée sans doute dans le contexte européen. Elles ont tenu compte aussi des incertitudes pétrolières et des fluctuations monétaires que nous connaissons. Elles ont pris en considération les tensions internationales car nous ne pouvons dissimuler notre inquiétude à voir un redoutable meneur de jeu, sans respect pour la liberté des peuples, avancer méthodiquement ses pions et ses tours sur l'échiquier du monde.

Enfin, nos difficultés financières ont, on s'en doute, ralenti notre démarche, nous contraignant à un choix des priorités plus rigoureux.

En matière de politique étrangère, plusieurs orateurs, en particulier MM. Bonnard, Nebiker et Wilhelm, ont traité de questions s'y référant. Quant aux avis qu'ils ont exprimés, le Conseil fédéral considère qu'il n'a aucune raison de s'écarter de la ligne qu'il s'est proposé de suivre au cours de ces quatre prochaines années en la matière. Aussi est-il résolu à soumettre à l'Assemblée fédérale, durant la présente législature, un message sur l'adhésion de la

Suisse à l'Organisation des Nations Unies, conformément d'ailleurs au vœu de votre assemblée. Ce faisant, il verra, dans toute la mesure du possible, comme l'a souhaité M. Nebiker, à ce que le peuple et les cantons soient suffisamment informés pour pouvoir prendre leur décision en toute connaissance de cause.

Pour ce qui est de la ratification de la Charte sociale européenne, les études relatives à l'interprétation de diverses dispositions clés, notamment des articles 6 et 12, ne sont pas encore achevées.

Quant à la situation des partis politiques, les Grandes lignes de la politique gouvernementale traitent du rôle que jouent les partis en tant qu'intermédiaires entre le citoyen et l'Etat. M. Augsburger a relevé avec raison que le Conseil fédéral se borne à apprécier la situation des partis, mais qu'il ne propose aucune mesure visant à l'améliorer.

Le deuxième rapport sur les Grandes lignes de la politique gouvernementale, du 13 mars 1972, avait développé d'une manière détaillée l'idée d'adopter un article constitutionnel sur les partis et de les soutenir financièrement. Le compte-rendu de l'activité gouvernementale, du 23 avril 1975, a dû constater hélas! que les opinions exprimées par les intéressés au cours de la procédure de consultation divergeaient très fortement. Même le principe d'un article sur les partis était très controversé. Le subventionnement des partis par l'Etat se heurta à une opposition plus vive encore. Dès lors, faute d'un consensus des intéressés sur les mesures à prendre, le Conseil fédéral a renoncé jusqu'à nouvel ordre à soumettre des propositions concrètes à l'Assemblée fédérale sur ce sujet.

Quant à la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, divers orateurs, notamment MM. Cevey, Koller et Bonnard en ont traité. Cette répartition répond à un indéniable besoin. Pour y parvenir, il conviendra d'apporter au système actuel différents aménagements concrets, notamment par le truchement de modifications constitutionnelles, législatives et d'ordonnances. Revoir le cahier des charges des collectivités au niveau fédéral et cantonal répond à une exigence de nature éminemment politique. On ne saurait cependant y satisfaire qu'en tenant compte des conditions générales qui règnent sur les plans politique et financier. Or, depuis le début des années soixante, ces conditions se sont dégradées au détriment de la Confédération encore que, les budgets de l'année 1980 le montrent à l'évidence, les cantons doivent également faire face à certaines difficultés financières.

Le Conseil fédéral estime, quant à lui, qu'il est prioritaire de maintenir et de consolider l'ordre politique fédéraliste. La nouvelle répartition ne peut être mise en œuvre que progressivement. Le 28 février dernier, nous avons engagé auprès des cantons, des partis, des partenaires sociaux et d'autres organisations concernées, la procédure de consultation sur une première série de propositions à ce sujet. Les premières mesures préconisées tendent avant tout à désimbriquer les tâches de manière à élargir autant que possible les domaines qui pourraient être du seul ressort politique et financier des cantons ou à sauvegarder l'autonomie cantonale là où celle-ci s'exerce déjà. Si nous y parvenons, les conditions d'existence dans notre Etat moderne, aux structures démocratiques, libérales et sociales en seraient transformées grâce à une administration plus proche du citoyen et partant plus humaine. C'est du reste ce qu'a demandé le porte-parole du groupe démocrate-chrétien.

Les premières améliorations tangibles du système de répartition des tâches devraient encore être réalisées avant la réforme des finances fédérales de 1983. Toutefois, cette nouvelle répartition est en étroite relation avec d'autres projets, à savoir, notamment, la révision partielle du régime de l'assurance-maladie, la définition 1980 de l'offre des prestations des Chemins de fer fédéraux, le train de mesures d'économie qui a été soumis à votre approbation, l'instauration d'une redevance sur le trafic des poids lourds et sa répartition. Au surplus, le Conseil fédéral a

prévu, dans le plan financier 1981 à 1983, d'économiser à la Confédération, à partir de 1983, 200 millions de francs en redistribuant certaines tâches. On peut escompter que les premières propositions touchant la nouvelle répartition des tâches, seront soumises aux Chambres vers la fin de l'année 1980, voire plus tôt pour celles qui ont trait à des objets qu'il n'est plus possible de différer. C'est le cas de la révision partielle du régime de l'assurance-maladie.

Quant à la politique régionale, plusieurs orateurs ont évoqué les disparités économiques entre les régions de notre pays. Les efforts du Conseil fédéral se concentreront principalement sur le développement des régions qui se dépeuplent ou qui connaissent d'autres difficultés. La politique régionale de la Confédération ne vise cependant pas à uniformiser les régions habitées, les conditions d'existence, par une sorte de dirigisme distributif.

Les moyens d'action disponibles – la loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne, la loi fédérale sur l'encouragement du crédit à l'hôtellerie et aux stations de villégiature, la loi encourageant l'octroi de cautionnements dans les régions de montagne – dont la Confédération s'est dotée durant la dernière législature, sont déjà utilisés aujourd'hui dans 35 des 53 régions de montagne et profiteront, dans un proche avenir, à l'ensemble de ces régions.

D'autre part, le Conseil fédéral a prévu des mesures propres à réduire la dépendance unilatérale de régions économiques vivant d'une seule activité en renforçant les innovations et la diversification de l'économie régionale. En vertu de l'arrêté fédéral instituant une aide financière en faveur des régions dont l'économie est menacée, qui est en vigueur depuis une année, la Confédération contribue à atténuer, pour un temps limité, certaines difficultés d'adaptation que connaissent les entreprises de ces régions, les aidant ainsi à passer le cap décisif.

Plusieurs études en cours dans le cadre des programmes nationaux de recherche permettront d'obtenir des connaissances approfondies, d'établir des critères de décision et de rechercher avec les cantons, dont l'initiative doit rester essentielle, les moyens de parer aux divergences des problèmes économiques.

Quant à l'agriculture, dans sa motion M. Biel demande que l'on considère l'élaboration du sixième rapport sur l'agriculture comme une tâche absolument prioritaire. Le Conseil fédéral a décidé de ne pas accorder une priorité majeure à l'élaboration de ce sixième rapport et ceci pour les raisons suivantes: le cinquième rapport, qui date de décembre 1976, contient une analyse approfondie des possibilités de notre politique agricole à partir de laquelle ont été fixés les objectifs et les conceptions. Ces objectifs et ces conceptions sont encore valables aujourd'hui. Une révision fondamentale de ceux-ci ne s'impose donc pas. Il en va de même des grandes lignes et des éléments primordiaux de la future politique agricole en matière de structure, d'orientation de la production, de prix et de revenus.

Au cours des trois dernières années, d'importantes questions relatives à la politique agricole ont été traitées de façon détaillée par les Chambres. Des décisions ont été prises, des projets de lois adoptés. Nombre d'objets – l'orientation de la production dans l'économie laitière, l'adaptation des structures dans le secteur de la production animale, la politique agricole des prix et des revenus, notamment le problème des paiements directs, les arrêtés sur le sucre et la viticulture ainsi que l'amélioration substantielle du revenu des paysans de montagne – ont été abondamment discutés. Le Conseil fédéral est conscient de l'importance de notre économie agricole et de l'approvisionnement du pays au moyen de produits indigènes. Toutefois, dans le cadre de la discussion sur les Grandes lignes et le plan financier, il ne nous est pas possible de revenir sur tous les détails.

Enfin, il faut aussi relever que l'introduction de ces nouvelles mesures, diverses et importantes, dans le secteur

agricole met à contribution le personnel de l'administration au maximum de sa capacité. Un réexamen complet de l'ensemble de la politique agricole serait une tâche de longue haleine et volumineuse.

Le Conseil fédéral reste persuadé que l'élaboration d'un sixième rapport sur l'agriculture ne saurait figurer au nombre des tâches de première urgence. Il est toutefois dans son intention de poursuivre sur le plan interne l'étude de ce projet durant la présente législature. C'est dans ce sens, malgré tout positif, qu'il vous propose de rejeter la motion Biel.

Enfin, des représentants des milieux agricoles ont émis le désir que l'on accorde une priorité absolue à la révision du droit de bail à ferme agricole. La commission d'experts pour la révision du droit de bail à ferme agricole a terminé ses travaux. Elle a remis au Département de justice et police, à la fin de février, un avant-projet de loi fédérale sur le bail à ferme agricole et son rapport final explicatif. Le Conseil fédéral décidera, le moment venu, d'introduire la procédure de consultation.

Le Conseil fédéral voue également toute son attention aux questions touchant le droit foncier rural que M. Nussbaumer a évoquées. Il est résolu à faire accélérer les travaux préparatoires y relatifs et il envisage d'instituer une commission d'experts ce printemps encore. Celle-ci aura pour tâche d'élaborer un avant-projet établissant notamment une nouvelle réglementation du droit de préemption et de la procédure d'opposition.

Le problème de la participation qu'a évoqué M. Felber au nom du groupe socialiste a été repris par le Parlement lui-même après la votation populaire de 1976. Aussi garde-t-il toute son actualité. Des initiatives émanant de MM. Egli et Morel ainsi qu'une motion du groupe radical sont pendantes à ce sujet. Dans l'avis qu'il établira sur le rapport de la commission qui a examiné ces deux initiatives parlementaires, le Conseil fédéral s'exprimera de manière précise sur l'ensemble de la question.

En matière de politique de la santé, le groupe de l'Union démocratique du centre estime que la loi fédérale en matière de prophylaxie n'a pas un caractère absolument prioritaire. Dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, il est en effet prévu que la politique sanitaire ressortisse davantage aux cantons.

L'objet de la loi fédérale en matière de prophylaxie est de mettre en place un instrument permettant de prévenir les atteintes à la santé qui peuvent être évitées. A cet effet, il convient en premier lieu de promouvoir une éducation aussi large que possible en matière d'hygiène. La législation se limitera aux facteurs à l'origine de maladies ou d'infirmités qui jouent un rôle particulièrement important, tant en raison de leur gravité, de leur fréquence, de l'invalidité dont elles sont la cause que des incidences économiques qu'elles ont pour l'individu, sa famille et la société. En l'occurrence, la souveraineté des cantons en matière de santé doit être sauvegardée. Les tâches de la Confédération consisteront en revanche à assurer certains services tels que l'information, la documentation et la coordination par le moyen de lois-cadres.

L'élaboration d'une loi fédérale relative à la prévention des maladies et à l'éducation sanitaire avait été expressément annoncée lors du débat précédant la votation populaire du 18 février 1979 sur l'initiative dirigée contre la publicité pour des produits qui engendrent la dépendance. Pour éviter de promulguer des interdictions et des prescriptions globales et contraignantes, une stratégie préventive fut recommandée, ce qui a sans doute contribué au rejet de justesse de l'initiative.

Dans le même contexte, il convient de signaler la motion de M. Hofmann, conseiller national, concernant la création d'une école spécialisée en matière de drogues. Cette motion milite nettement en faveur d'un engagement accru de la Confédération dans les domaines de l'éducation et de la prévoyance sanitaires ainsi que de la thérapeutique. Le

Conseil fédéral maintient par conséquent son intention d'accélérer les travaux préparatoires en vue de cette loi.

Au chapitre de la politique de la famille, le groupe démocrate-chrétien n'a pas demandé de mesures qui ne soient déjà prévues dans notre rapport. Ce groupe se préoccupe avant tout de créer un climat social favorable à la famille et au bien-être des enfants par des mesures à prendre dans le domaine de l'assurance-maladie, de la fiscalité et de l'éducation. Le Conseil fédéral s'efforcera de satisfaire à ces exigences dans la mesure où la marge de manœuvre dont il dispose le lui permet.

Mme Füg reconnaît que le rapport fait état de divers projets qui contribueront à renforcer l'égalité entre hommes et femmes dans plusieurs domaines. Cependant, elle déplore que le Conseil fédéral n'ait pas fait part, d'une manière générale, de son intention de soutenir les efforts entrepris aux fins d'instaurer partout l'égalité entre hommes et femmes. Dans son message du 14 novembre 1979 relatif à l'initiative populaire pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, le Conseil fédéral s'est exprimé, à notre avis, de manière détaillée et précise sur la question et il a exposé ses intentions.

Quant au choix des priorités, d'une manière générale il faut – je crois – en dire quelques mots. On reproche au Conseil fédéral, trop souvent, de les avoir mal marquées dans le passé récent, de les indiquer d'une manière insuffisante dans les Grandes lignes qui vous ont été présentées. Le Conseil fédéral s'inscrit en faux contre cette critique.

Dépassant la nomenclature, le catalogue des lois et son apparence de justice distributive, je voudrais rappeler les priorités de ces dernières années et souligner celles de la législature en cours.

Il y a tout d'abord, échappant à des chiffres budgétaires, tout l'effort de mise à jour de notre droit, la longue entreprise de l'élaboration d'une constitution nouvelle, les discussions positivement avancées avec les représentants des cantons sur la répartition des tâches entre la Confédération et les Etats cantonaux.

Il faut citer ensuite les conceptions globales des transports et de l'énergie, élaborées avec sollicitude, qui doivent, cette législature, passer du domaine de l'étude à celui de la réalisation.

Si nous en venons maintenant aux priorités qui se traduisent par des chiffres, évoquons d'abord l'effort réalisé et l'effort prévu pour l'assainissement des finances, nous aurons l'occasion d'en reparler.

Malgré cet exercice rigoureux de modération des dépenses – qui nous vaut malgré tout le moins mauvais des budgets d'Europe – d'autres priorités ont été fortement marquées.

La volonté de retrouver l'équilibre du budget n'a pas immobilisé la Confédération et ne la paralysera pas dans un secteur important, l'aide au tiers monde et dans deux secteurs essentiels, la prévoyance sociale et la sécurité nationale. Les lignes directrices ont tenu compte de la situation financière, mais la situation financière n'a pas déterminé les lignes directrices.

Nous étions restés, dans l'aide publique au tiers monde, au-dessous des devoirs de solidarité d'un pays riche et en période de plein emploi. L'assistance aux pays en développement passera de 400 millions en 1979 à 660 millions en 1983.

Le devoir de la prévoyance sociale n'a pas été considéré comme un « sous-produit » pour reprendre les termes – si je ne me trompe – de M. Felber. Pour une augmentation annuelle des dépenses de 4,2 pour cent durant la législature écoulée, les versements fédéraux à la prévoyance sociale se sont accrus de 14 pour cent. Pour la législature actuelle, nous avons inscrit 14 pour cent de progression des dépenses sociales pour une progression globale de près de 9 pour cent et la loi sur l'assurance-maladie sera révisée dans le sens d'une plus grande équité.

Enfin nous passons à une priorité essentielle, elle aussi, la préoccupation de la sécurité du pays. Les événements

d'Afghanistan ne nous ont pas pris en défaut. Notre défense nationale se fonde d'abord sur une infrastructure robuste: infrastructure d'un terrain naturellement fort, renforcé par des destructions préparées et des fortifications, pour l'essentiel, encore valables, ainsi que par une très forte densité d'abris pour la population civile; infrastructure ensuite d'une densité militaire considérable, celle d'une armée de milice instruite, régulièrement exercée et entraînée, insérée dans la vie du pays, attachée au sol. A cette infrastructure s'ajoute l'effort de renouvellement, de modernisation, de renforcement de l'armement et de l'équipement.

Cet effort a été continu. En valeur réelle, le budget de la défense militaire, contraint de suivre l'évolution technique, a progressé de 50 pour cent en vingt ans. Depuis que nous nous sommes astreints à l'effort de modération des dépenses, c'est-à-dire depuis 1974, les dépenses militaires ont progressé à l'allure modérée du budget, mais l'accent a été mis sur les dépenses d'armement qui ont progressé de 61 pour cent en six ans. De 1,2 milliard en 1979, elles atteindront 1,65 milliard en 1983, soit une progression prévue de 40 pour cent sur quatre ans, tandis que le budget militaire dans son ensemble augmentera de 20 pour cent pour une croissance des dépenses totales de l'ordre de 10 pour cent. L'effort d'armement sera donc nettement accentué. Nous soutenons, quant au programme d'armement, la comparaison avec les engagements de nos voisins. Il en va de même de la densité des effectifs et des armes.

Faut-il marquer encore plus vigoureusement cet effort et faut-il en accélérer les délais? Les événements d'Afghanistan – pour y revenir – qui ne sont d'ailleurs qu'un épisode confirmant une inquiétante continuité, ne nous donnent pas brusquement mauvaise conscience. Le Conseil fédéral, sans considérer la guerre comme la seule et inévitable issue, est attentif aux tensions internationales et aux menaces qu'elles contiennent. Il établira avec précision les lacunes qui demeurent encore dans notre armement, les moyens d'y remédier dans les délais appropriés. Il établira en conséquence, ces prochains mois, un programme détaillé d'armement pour la législature.

Mais il serait peu favorable à la crédibilité de notre armée et peu conforme à la forte réalité objective de notre préparation que d'engager brusquement et d'improviser sous le coup de l'émotion un programme extraordinaire. Nous devons – c'est aussi une qualité militaire – garder notre sang froid.

Enfin, dans ce domaine, le Conseil fédéral, tout en étant conscient de l'importance de la préparation matérielle à la guerre et de la nécessité de son renforcement, ne voudrait pas que l'on en fasse une préoccupation exclusive. La défense nationale à laquelle nous tenons a d'autres exigences: la cohésion du pays – cohésion sociale – sa préparation économique, la cohérence de l'armée, l'engagement motivé des soldats, l'intensité de l'instruction, les exigences des chefs, d'abord envers eux-mêmes. Le matériel, si nécessaire soit-il, ne doit pas nous donner la fausse assurance d'une ligne Maginot perfectionnée. La volonté de défense ne se divise pas, elle est globale et revêt plusieurs aspects complémentaires.

Nous concluons par quelques réflexions sur le rôle de l'Etat en général et de la Confédération en particulier. Certains, dans ce débat, ont souhaité, dans un élan de réforme, une plus large intervention de l'Etat en sécurité sociale, en péréquation des ressources, en extension de la démocratie économique. D'autres au contraire, soucieux de laisser aux entreprises et aux individus une plus large responsabilité et une plus grande liberté d'action, ont exprimé le vœu d'une diminution des interventions de l'Etat et, partant, de son budget. Non sans contradictions internes, d'ailleurs, de part et d'autre.

Jugeons sur faits et sur preuves. Constatons d'abord que notre Etat, j'entends par là l'ensemble de la collectivité publique suisse, de la commune à la Confédération, en y

comprenant les institutions d'assurances sociales obligatoires, est, par ses prérogatives, par ses tâches et par les charges qu'elles entraînent, largement le plus modeste parmi les pays industrialisés d'Europe. Son emprise n'atteint pas le tiers du produit national, quand elle va, chez nos voisins, des deux cinquièmes à la moitié de ce même produit. L'éventail des entreprises nationalisées ou contrôlées par les collectivités est également chez nous le plus restreint: partagé entre la Confédération, les cantons et les communes: transports en commun, électricité, gaz, banques cantonales, ateliers d'armement essentiellement à usage interne.

Convient-il d'aller plus loin, sous la forme de la gestion directe, de la tutelle et du contrôle d'Etat, ou d'un dirigisme économique délibéré? Nous n'irons pas jusqu'au cas extrême des pays totalitaires où l'Etat tout puissant, loin d'apporter comme on le prétendait «les lendemains qui chantent», étouffe à la fois les libertés personnelles et l'initiative économique. Mais force nous est de constater, dans les pays restés attachés aux libertés démocratiques, que les expériences de nationalisation d'entreprises, les interventions systématiques de l'Etat, le dirigisme et le planisme économique, ont été très généralement décevants. Ils ont donné une fausse sécurité. Ils ont alourdi la démarche des entreprises, empêché leur reconversion. Ils ont freiné l'économie au détriment de la prospérité générale, de la condition des salariés et des institutions sociales, théoriquement généreuses, mais privées finalement de leur substance réelle.

C'est une candide illusion, et une revendication contradictoire que celle de M. Felber qui, dans un élan généreux, souhaite à la fois l'élimination des tracasseries bureaucratiques et l'extension des interventions fédérales. Accroître les interventions de l'Etat – dans les meilleures intentions je le concède – c'est inévitablement accroître les pouvoirs de l'Administration ou d'institutions parallèles, d'un corps de fonctionnaires compétents, certes, et dévoués, mais qui d'autant plus souverain et d'autant moins contrôlable et gouvernable que l'appareil administratif se développera en nombre et en diversité de compétences. Proliférera alors tout un maquis d'ordonnances, de règlements perfectionnistes, de jurisprudences administratives qui paralyse l'Etat, le soustrait au contrôle démocratique et l'engourdit dans la routine. Le citoyen, l'entreprise, le canton, la commune se réveilleront trop tard: leurs libertés se seront évanouies en pièces détachées.

Faut-il, en contrepartie, moins d'Etat? Faut-il diminuer les interventions de la Confédération et son budget? Cela est vite dit. Sans doute la cure de modération et son accentuation que nous sommes obligés de vous proposer a-t-elle eu l'avantage de toutes les cures d'amaigrissement. Elle allège en obligeant à des choix. Mais trop accentuée, elle amplifierait vite les dangers pour l'organisme qu'entraîne une cure d'amaigrissement trop poussée. Où taillerait, du reste, le sécateur? Il ne faut pas toucher à l'acquis social, cela me paraît admis. Les modiques réductions de parts ou de subventions aux cantons que nous proposons, pour quelque 1,7 pour cent de leur budget, déclenchent de vives réactions. On accepterait des responsabilités plus grandes mais on n'en accepte pas les charges. On souligne la nécessité, en bon fédéraliste solidaire, de ne pas réduire, mais d'étouffer encore la péréquation des ressources entre cantons forts et cantons faibles qui ne peut guère se réaliser, soyons-en bien conscients, que par le biais des finances fédérales. On n'entend pas, et cela est singulièrement justifié, toucher à l'acquis social en réduisant sa valeur réelle. Il faut aider les régions de montagne par les mesures que vous avez récemment renforcées, dans un fédéralisme de solidarité.

Va-t-on démanteler le réseau ferroviaire, dont la charge fait les deux tiers des déficits fédéraux? Cela serait encore au détriment des régions marginales économiquement les moins favorisées. Va-t-on réduire un budget de

recherche modique, utile à l'avenir économique, ou diminuer la contribution – modérée – de la Confédération à la formation professionnelle? Quant au budget de la défense, on s'accorderait plutôt, dans les rangs de ceux qui demandent moins d'Etat, à l'augmenter. Nous comprenons les raisons de ce paradoxe, mais nous souhaiterions de ceux qui le soutiennent plus de clarté, plus de précision, plus de courage quant aux secteurs où ils voudraient, durablement, diminuer l'intervention de la Confédération.

Nous sommes d'ailleurs bien certains que la moindre alerte conjoncturelle amènerait, aux portes du Conseil fédéral, un cortège de requêtes en interventions rapides et massives de la Confédération. Et ces requêtes émaneraient de tous les rangs de cette assemblée.

La Confédération de 1980 ne saurait être celle de 1830 ou même de 1848. Le formidable développement de l'économie, l'interdépendance accrue, l'évolution des esprits exigent qu'elle soit le garant de la solidarité, l'arbitre des intérêts économiques en même temps que le gardien de la sécurité nationale.

Le Conseil fédéral entend limiter les interventions de la Confédération à l'indispensable. Il est conscient des méfaits d'une hypertrophie de l'Etat. Mais il ne saurait démanteler et démobiliser l'appareil existant, au demeurant le plus modeste en Europe, sans porter atteinte à la cohésion matérielle et morale du pays. Plus d'Etat? Moins d'Etat? Le Conseil fédéral renvoie dos à dos les deux thèses. Il opte, comme certains l'ont heureusement dit, en particulier M. Koller, pour une Confédération meilleure en qualité, où la liberté ne fasse pas négliger la solidarité, où la solidarité n'étouffe pas la liberté. Une Confédération où les cantons ne glissent pas au rôle d'agents administratifs distributeurs de subventions, mais affirment leur personnalité et leur initiative dans un fédéralisme actif.

Une Confédération d'équilibre et d'équité. Equilibre des forces économiques: les entreprises, les syndicats, la collectivité publique. Equité des conditions entre les cantons, entre les régions, entre les activités économiques. Equilibre des forces politiques: celle de la Confédération, celles des cantons et des communes.

La liberté n'existe pas dans l'absolu: elle résulte d'un équilibre de forces sans cesse remis en cause, sans cesse maintenu jusqu'ici.

La liberté comporte aussi la responsabilité: la vôtre, la nôtre, celle des cantons, celle des citoyens, leur engagement plus actif au service du pays. Ce pays qui vaut qu'on se dévoue à sa cohésion solidaire, à sa prospérité, à sa défense.

Bundesrat Ritschard: Ich will unterstreichen, was am Mittwoch Herr Leo Weber gesagt hat:

Der Finanzplan ist ein Plan für normale Verhältnisse. Er stützt sich auf die Regierungsrichtlinien. Was sich der Bundesrat darin vorgenommen hat, soll auch finanziert werden können. Für weitere Wünsche wird aber in den nächsten vier Jahren nur noch Platz sein, soweit sie durch zusätzliche Einnahmen, die über den Finanzplan hinaus fliessen, gedeckt werden können. Wer darüber hinaus in Zukunft die Staatskuh melken will, muss das Futter mitbringen.

Natürlich müssen wir, wie Herr Bremi das verlangt, den Finanzplan laufend im Lichte neuer Zahlen und veränderter Verhältnisse überarbeiten. Sie werden darüber nach dem Prinzip der rollenden Planung bei den kommenden Budgets orientiert werden.

Wenn unser Land von einer neuen wirtschaftlichen Rezession oder von anderen unvorhergesehenen Ereignissen heimgesucht wird, müssen wir vom Finanzplan abweichen können. Und gerade um für solche ausserordentliche Verhältnisse besser gewappnet zu sein, müssen wir unseren Staatshaushalt jetzt wieder ins Gleichgewicht bringen.

Mit einem rasch anwachsenden Schuldenberg, der uns bald jedes Jahr eine Milliarde Franken allein an Zinsen kostet, schwindet unsere Manövriertfähigkeit zusehends. Ein kleiner Windstoss kann dazu führen, dass der Zu-

wachs der laufenden Einnahmen kleiner ist als der Anstieg der Zinslast. Wir müssen dann entweder neue Schulden machen, um die Zinsen für die alten noch bezahlen zu können, oder müssen wegen der höheren Zinsausgaben andere Staatsaufgaben abbauen oder sogar aufgeben. Das wäre ungefähr das Verkehrteste, was ein öffentlicher Haushalt in einer Rezessionsphase tun darf.

Es gibt schliesslich noch eine dritte Methode, die vermutlich nur noch in wenig entwickelten Ländern angewendet wird: Wir können anfangen, bei einem Konjunkturrückgang Banknoten zu drucken und so mehr oder weniger kontrolliert die Inflationsspirale in Schwung bringen. Dass damit die schwächeren Schichten noch mehr geschwächt und die Fundamente der Wirtschaft zerstört werden, zeigte nicht nur das Beispiel Deutschlands nach dem Ersten Weltkrieg.

Regierungsrichtlinien und Finanzplan gehen also von normalen Zeiten aus. Vor allem von einer einigermaßen ausgeglichenen Wirtschaftslage. Ausserordentliche Verhältnisse würden ausserordentliche Massnahmen erfordern.

Finanzplan und Regierungsrichtlinien können aber nicht sein, was Herr Biel – wenn ich ihn richtig verstanden habe – von ihnen erwartet. Es stört ihn, dass wir nur Absichten äussern und keine konkreten Anträge formuliert haben.

Heute liegt konkret nur das Sparpaket vor, das zuerst vom Ständerat beraten wird. Alle übrigen Einzelvorlagen gleichzeitig vorzulegen, ist undenkbar. Ein Finanzplan ist kein Vier-Jahres-Budget. Mir ist eine absehbare Zukunft lieber als eine unabsehbare.

Mit dem Sparpaket beschliessen wir nicht gleichzeitig die im Sanierungskonzept vorgesehenen neuen Einnahmen. Das wird Sache von Sondervorlagen sein, zu denen das Parlament und das Volk in den nächsten vier Jahren ihre Entscheide zu fällen haben werden.

Natürlich sind so noch einige «Tauben auf dem Dach», wie das Herr Biel gesagt hat. Das ist auch beim Bau eines Hauses so. Den Plänen liegt nicht die fixfertige Bauabrechnung bei, sondern erst ein Kostenvoranschlag, der in der Regel auch noch die nicht unwichtige Rubrik «Unvorhergesehenes» enthält.

Wo die Subventionskürzungen zu besonderen Härten führen, wird der Bundesrat im Rahmen des Härtekontingents nach Lösungen suchen, wie das verschiedene Votanten verlangt haben. Mehr darüber werden wir bei der Behandlung des Sparpaketes sagen können. Es sind hier noch Abklärungen und Gespräche nötig.

Auch über die Aufhebung der Befreiung der Energie von der WUST werden Sie mit einer Sondervorlage in der zweiten Hälfte dieses Jahres diskutieren. Dabei ist vorgesehen, dass man diese Unterstellung überprüfen muss, wenn andere Energieabgaben beschlossen werden.

Dem Problem der eventuellen Brotimporte nach der Aufhebung der Brotverbilligung – Herr Hofmann hat davon gesprochen – müssen wir im Gesetz zu Leibe rücken. Unsere Massnahme darf nicht die gewollt dezentralisierte Brot- und Mehlversorgung gefährden. Das Parlament wird Gelegenheit haben, hier das Notwendige zu beschliessen, wenn das Volk der jetzt vorgeschlagenen Aenderung des Getreideartikels zugestimmt hat.

Die Aenderung des Gesetzes über die Verrechnungssteuer mit dem Ziel, die Befreiung bestimmter Bankgeschäfte von dieser Steuer aufzuheben, wird nach einer vorherigen Aussprache mit der Bankiervereinigung nächstens dem Bundesrat unterbreitet. Nach unserem Plan sollte das Parlament in der zweiten Jahreshälfte 1980 die Beratungen darüber aufnehmen können. Auch diese Gesetzesänderung unterliegt dem normalen Verfahren mit Referendum.

Bei allen diesen kommenden Vorlagen gehen wir allerdings davon aus, dass das Parlament gewillt ist, sie zu behandeln, wenn es vom Finanzplan Kenntnis genommen hat. Den alten helvetischen Trick mit dem «Ja, aber», der meistens zu einem Nein führt, sollten wir uns nicht jetzt schon vornehmen. Wenn man zähe an lieb gewordenen Irr-

tümern festhält, hat das nämlich mit Charakterstärke nichts zu tun..

Wer keine neuen Einnahmen will, der muss uns konsequenterweise schon jetzt sagen, wo er die weiteren Ausgabenkürzungen sieht. Heroische Forderungen aufstellen, sonst aber nichts tun, kann nämlich jeder.

Einige Herren glauben, dass der Budgetausgleich bis 1983 allein oder wenigstens stärker durch Einsparungen möglich sein müsste. Neue Einnahmen seien nicht oder in viel geringerem Masse nötig. Herrn Bremi ist die Wachstumsrate bei den Ausgaben zu hoch, Herr Cevey und andere Herren wollen mehr Einsparungen sehen.

Wer aber glaubt, das Sparen im Bundeshaushalt sei nur eine Sache des Wollens, sollte folgendes bedenken:

Die Finanzlage der Eidgenossenschaft ist nicht das Resultat einer liederlich verbrachten Nacht. Die Defizite des Bundes sind ein in Jahren oder ein paar Jahrzehnten gewachsenen Strukturproblem. Mit der allgemeinen Teuerung hat es nur zum kleineren Teil zu tun.

Die Strukturwandlung kann man mit wenigen Zahlen belegen: 1960, vor 20 Jahren, betrug die Gesamtausgaben des Bundes noch 2,6 Milliarden Franken; 1980 werden es 17,3 Milliarden, also etwa sechseinhalbfach mehr sein.

Nicht ein unersättlicher Moloch hat sich da einfach vollgefressen. Voraus ging ein stürmisches Wachstum der Wirtschaft. Der Staat musste die Folgekosten dieses Wachstums übernehmen, weil die Weiterentwicklung der privaten Wirtschaft sonst überhaupt nicht möglich gewesen wäre. Der Staat musste wirtschaftliche Existenzbedingungen schaffen:

- Versorgungs-, Entsorgungs-, Umweltschutzanlagen mussten gebaut, Bildungseinrichtungen angepasst, Verkehrsanlagen erweitert werden.

- Die Sozialpolitik musste auf- und ausgebaut werden, weil ohne sie der soziale Friede und eine gesunde wirtschaftliche Entwicklung nicht denkbar gewesen wäre.

- Die Landesverteidigung war zu modernisieren.

- Es stellten sich die Probleme der Dritten Welt. Die Maxime «Neutralität, Solidarität, Disponibilität» war nicht gratis.

- 1960 kostete die soziale Wohlfahrt den Bund 326 Millionen, 1980 aber 3,6 Milliarden.

- Für den Verkehr gab der Bund 1960 noch 160 Millionen aus; heute 2,7 Milliarden.

- 1960 kostete uns die Landwirtschaft 346 Millionen; heute 1,5 Milliarden.

- Die internationalen Beziehungen erforderten 1960 82 Millionen; heute 681 Millionen.

- Für Unterricht und Forschung gaben wir 1960 113 Millionen aus; heute fast 1,6 Milliarden.

Die Hauptlast des Infrastrukturausbaus entfiel zwar auf die Kantone. Aber der Bund musste ihnen helfen. So entstand das Geflecht der Transferausgaben. Der Bund schickte den Kantonen 1978 in Form von Subventionen und Kantonsanteilen 3,4 Milliarden und hat von ihnen für die AHV, die IV u. a. rund 800 Millionen wieder zurückerhalten. Es gibt Gesetze, die das alles im einzelnen regeln.

Nun kommt man und sagt einfach: «Keine neuen Einnahmen, gespart muss werden.»

Der Organismus «Staat»: Was in den letzten 30 Jahren langsam an Arbeitsteilungen und an gegenseitigen finanziellen Beziehungen und Aufgaben zwischen Bund/Kantonen/Gemeinden und Privaten gewachsen ist, kann nicht einfach abgehauen werden, wie dies während Alexander der Grosse mit dem Gordischen Knoten getan hat.

Unser Staat ist ein ein langsam gewachsener, lebender Organismus. Wir wissen alle, dass nun der Ueberbau kopflastig geworden ist. Wenn man aber diese Kopflastigkeit mit der Breitaxt kurieren will, ist es dann gut möglich, dass der Unterbau zusammenbricht wie eine morsche Brücke.

Was wir jetzt den Kantonen mit dem Sparpaket wegnehmen wollen, macht zwar nur 1,7 Prozent ihrer Gesamtaus-

gaben aus. Die finanzschwachen Regionen werden wir dabei besonders schonen, wie das von verschiedenen Rednern gefordert worden ist.

Aber Sie haben die Klagen der Finanzdirektoren über unsere Absichten vernommen. Und das ist nicht einfach ein «Gewimmer», wie dies Leo Weber zu bezeichnen beliebte. Wenn wir beim Bund kürzen, müssen die Kantone selber auch wieder Sparpakete machen. Sie müssen – und sollten aus staatspolitischen Gründen – auch ihre Aufgaben mit den Gemeinden neu verteilen. Vielleicht müssen sie Steuergesetze ändern und diese dem Volk vorlegen.

Wer diese «Folgekosten» unserer Aktion nicht beachtet, übersieht den Aufbau unseres Staatswesens und überfordert ganz einfach den demokratischen Mechanismus, der auch bei den Kantonen spielen muss.

Radikale Abmagerungskuren werden von Ärzten nur selten empfohlen. Das erste, was man bei solchen Abmagerungskuren verliert, ist meistens das seelische Gleichgewicht. Auch können sie zu schweren gesundheitlichen Störungen führen.

Auch unserem Staat kann man nicht ungestraft Radikalkuren verordnen, auch wenn es den einzelnen Gliedern dieses Organismus gegenwärtig finanziell viel besser geht als dem Bund. Nicht jeder, der zum Rechten sieht, sieht immer recht.

Wir müssen bei allem was wir uns hier vornehmen, auch beachten, dass wir das alles bei laufender Fahrt tun müssen. Es gibt keinen Stillstand, bei dem man in aller Ruhe alles auseinandernehmen und wieder zweckmässiger zusammensetzen kann. Die Probleme überholen die Programme.

Sie sehen das im Finanzplan selber: Bis 1983 geben wir u. a.

- 865 neue Millionen für die Landesverteidigung und die Entwicklungshilfe sowie für andere neue Vorhaben aus;

- 511 neue Millionen werden als Folge der 9. AHV-Revision sowie zur Teuerungsanpassung bei den Sozialversicherungen fällig;

- um 67 Millionen steigen die Kantonsanteile;

- 47 Millionen kosten die Schuldzinsen mehr, sofern die Defizite nach Plan stark reduziert werden (sonst sind sie wesentlich höher);

- 77 neue Millionen gehen an die Versicherungskasse.

Zusammen sind es rund 1,7 Milliarden neue und unvermeidbare Ausgaben.

Wenn Herr Bremi gesagt hat, das Ausgabenwachstum sei zu hoch und für die Herren Bonnard und Hofmann die Staatsquote zu stark zunimmt, muss ich Ihnen der Wahrheit zuliebe eine andere Rechnung machen:

Wohl geben wir bis 1983 1,7 Milliarden neu aus. In der gleichen Zeit steigen aber die Gesamtausgaben des Bundes bei Berücksichtigung der Sparmassnahmen «nur» um 1 Milliarde. Ein Teil der neuen Ausgaben geht also zu Lasten der bisherigen Substanz. Die Ausgaben nehmen bis 1983 pro Jahr durchschnittlich um nicht ganz 3 Prozent zu, wachsen also langsamer als das Bruttosozialprodukt; die Staatsquote nimmt ab. Das sollte man anerkennen. Aber eben: Oft sieht man vor lauter Weisen den Stein nicht mehr.

Ueber Bundesräte könnte man sicher auch gelegentlich Gutes sagen, wenn auch das andere interessanter ist.

Meine Kollegen und ich empfinden es aber offen gesagt als ungerecht und auch als entmutigend, dass einige Sprecher – ich will sie jetzt nicht nennen – die grossen Sparanstrengungen, die wir selber im stillen Kämmerlein unternommen haben, überhaupt nicht anerkennen wollen. Dabei haben wir in langen und in ermüdenden Sitzungen gegenüber bereits recht strengen Vorgaben selber rund 1 Milliarde Ausgaben gestrichen; wir haben sie einander abgerungen.

Es wäre leicht gewesen, die Zahlen des Finanzplanes ohne diese Kürzungen zu veröffentlichen. Wir hätten dann hier diese Streichungen schriftlich beantragen und sie so

sichtbar an unseren Hut stecken können. Aber abgesehen davon, dass wir eben Veilchen sind, die im Verborgenen blühen, befürchteten wir auch, dass diese oder jene Streichung wahrscheinlich nicht durchgegangen wäre, wenn sie das Parlament hätte vornehmen müssen. So ist es.

Aber es ergibt nun wirklich ein falsches Bild, wenn man die vom Bundesrat vorgenommenen Kürzungen überhaupt nicht beachten und sie einfach negieren will. Das ändert aber nichts daran, dass unser Sanierungsvorschlag, unser Finanzplan 1981 aus 1570 Millionen Einsparungen und aus 430 Millionen neuen Einnahmen und 1982 aus 1730 Millionen Einsparungen und 510 Millionen Mehreinnahmen besteht, und selbst 1983, wo dann die verlängerte Finanzordnung in Kraft treten sollte, stehen den 1380 Millionen neuen Einnahmen immer noch 1730 Millionen Einsparungen entgegen.

Dabei wird man sicher – und das ist nicht vorgesehen im Finanzplan – für die 10prozentige Subventionskürzung, die ja nur für 1981 und 1982 gelten soll, ab 1983 auch noch Kompensationen bei Einsparungen finden können.

Der Bundesrat hat also gespart, und wenn heute mancher versucht, uns klein zu machen, nur damit er selber etwas grösser wird, so wird damit nichts geändert.

Das wirklichkeitsgetreue Bild bei den Sparanstrengungen wird auch durch eine andere Sprachregelung verfälscht: Nicht von allen Rednern, aber von einigen unentwegten sind die vorgesehenen neuen Einnahmen im Sparpaket mit konsequenter Boshaftigkeit mit «neuen Steuern» gleichgesetzt worden. Wir haben wirklich bald keine Schutzheligen mehr. Wer uns nichts vorwerfen kann, der wirft uns jedenfalls etwas nach. (Heiterkeit)

Aber eine Tatsache bleibt es trotzdem, dass:

1. die Schwerverkehrsabgabe nicht einfach eine Steuer ist. Sie ist in erster Linie der längst fällige Ausgleich, der sich aus der Kategorienrechnung im Strassenverkehr aufdrängt. Dieses Geld fliesst nicht direkt in die Bundeskasse, sondern zunächst für den Aufwand von Strassen, wird also zum Teil zweckgebunden sein. Dafür werden die Kantone den Bund anderswo entlasten können; Tatsache ist auch, dass

2. die 200 Millionen, die aus der Aufgabenteilung resultieren, keine neuen Steuern darstellen, und dass

3. die im Finanzplan vorgesehenen 150 Millionen, die die Post abliefern, ebenfalls keine neuen Steuern sind, sondern eine traditionelle Bundeseinnahme darstellen, die in der Bundesverfassung bereits verankert ist.

Gut 500 der 1380 Millionen der im Sparpaket vorgesehenen Einnahmen sind also nicht Fiskaleinnahmen im Sinne von Steuern. Wer diese Differenzierung nicht vornimmt, muss sich vorwerfen lassen, er wolle das Sparpaket diskreditieren. Aber ich weiss schon: In einem trüben Glas ist immer auch das trüb, was man hineingiesst.

Aus allen diesen Gründen – Herr Biel wird das verstehen – müssen wir beantragen, seine Motion abzulehnen.

Ich will gerne zugeben, dass man auch andere Kombinationen für einen Finanzplan hätte finden können. Aber wie auch immer, solche Sanierungsaktionen waren noch nie populär. Aber man muss das Problem sehen, das es zu lösen gilt.

Ich habe es gesagt: In weniger als zehn Jahren hat die Bundesschuld um 10 Milliarden Franken zugenommen. 1979 kommt ein neues Defizit von 1,8 Milliarden dazu. Wenn wir die Dinge treiben lassen, werden wir auf die alte Schuldenlast bald wieder neue 10 Milliarden Franken aufgepfropft haben.

Vor zehn Jahren mussten wir noch 3 Prozent unserer Einnahmen für die Schuldzinsen aufwenden; heute sind es bereits 6 Prozent. Bald eine Milliarde Franken allein kostet uns die Verzinsung der Schulden.

Eine solche Defizitwirtschaft ist das sicherste Mittel, um den Staat in den Augen des Bürgers zu diskreditieren. Was Sie sagten, Herr Nationalrat Hösli, dass diesen Schulden schliesslich auch Aktiven gegenüberstehen, stimmt

an sich. Aber um Ihre Argumentation zu akzeptieren, muss man das Schielen lernen. Die so geschaffenen Aktiven nämlich, die sichtbaren Beweise öffentlicher Wohltaten, gehören den Kantonen. Der Bund, der sie zu einem schönen Teil mit ungedeckten Checks bezahlt hat, steckt aber – ihretwegen – tief in den roten Zahlen. Wir haben keine Aktiven, wir stehen nur in der Kreide.

So sind es in den Augen des Bürgers eben die Bundesbehörden und auch das Parlament, die im Fass ohne Boden wirken und die man im Volk als leere Hülsen betrachtet. Das muss ändern. Denn die beste Methode, den Bund zu lähmen und diesen Bund unglaublich zu machen, ist die Fortsetzung dieser Schuldenwirtschaft. Wir haben in der Debatte gehört, dass niemand diesen Weg weitergehen will. Wir stehen allerdings vor einem Wirrwarr von Wegweisern, so dass es schwierig ist, die richtige Richtung zu finden.

Unser Finanzplan – ich bitte Sie, das auch zu beachten – ist weder ein linker noch ein rechter. Er ist weder sozialistisch noch bürgerlich. Er stellt nicht einmal einen grossen finanzpolitischen Wurf dar. Aber er ist die Voraussetzung dafür, dass wir uns überhaupt wieder ohne Zwangslage über Finanzen und Staatsaufgaben unterhalten können. Vor einer leeren Staatskasse bleibt fast alles, was wir hier über die Zukunft unseres Landes diskutieren, leere Theorie.

Ich wehre mich dagegen, dass dieser Staat weggespart werden soll. Wir wollen mit unseren Massnahmen nicht gegen – wir wollen für diesen Staat sparen.

Wir wollen ihn nicht nach und nach von seinen sozialen Aufgaben «befreien». Wir wollen ihn aber auf eine gesunde finanzielle Basis stellen, die es wieder erlaubt, über Staatsaufgaben nicht nur platonisch zu reden. Glaubhaft wollen wir darüber reden können.

Die Ordnung der Finanzen ist nicht Politik an sich. Geordnete Finanzen sind aber eine entscheidende Voraussetzung, um überhaupt Politik machen zu können.

Mit geordneten Finanzen müssen wir diesen Staat für den Bürger wieder glaubhaft machen. Solange wir in Milliardendefiziten stecken, wird uns der Bürger weiterhin alle Finanzvorlagen vor die Füsse schmeissen.

Wenn uns der Bürger einen Franken gibt, will er ihn nicht zur Deckung von Defiziten oder zur Bezahlung von Schuldzinsen geben. Er will ihn uns geben, damit wir gemeinsam etwas für ihn und andere tun können. Er will sehen, wohin sein Geld geht. Von den Schuldzinsen sieht er nichts.

Unser Bürger hat noch das Bewusstsein, dass ihm dieser Staat gehört; dass er dieser Staat ist. Er will sich dieses Staates nicht schämen, weil er in seinen Augen mit dem Geld nicht richtig umgeht.

Wenn wir unsere Bundesfinanzen mit dem aufgestellten Sanierungskonzept in Ordnung bringen wollen, dann nicht einfach nur für jetzt und heute. Wir wollen uns auch für die Zukunft wappnen. Wir haben die Pflicht, den folgenden Generationen einen gesunden und funktionsfähigen Staat zu übergeben. Wir erben den Staat nicht von unseren Vätern; wir leihen ihn von unseren Kindern.

Noch ein letztes Wort an die Adresse der Kantone: Wenn ihre Finanzlage heute im allgemeinen besser ist als jene des Bundes, hat das zwei Gründe: einmal hat ihnen der Bund in der Vergangenheit wacker und willig geholfen. Und zum zweiten sind die Aufgaben der Kantone und Gemeinden auch weniger abstrakt als die des Bundes. Man kann in der kleineren Gemeinschaft besser sichtbar machen, was mit dem Geld geschieht.

Es ist sicher nicht der Weisheit letzter Schluss, den Bund auf dem Buckel der Kantone finanziell gesunden zu lassen. Aber zu lange und zu breit floss der Geldstrom aus Bern zu ihnen. Er versiegt nun mehr und mehr.

Die Kantone können niemals an einem finanzkranken Bund interessiert sein. Die notwendige Neuverteilung der Aufgaben ist nur möglich und sinnvoll, wenn nachher beide Partner lebensfähig sind. Dabei geht es bei der Neuverteilung nicht um eine Sanierungsaktion.

Wir sind – an geographischen Massstäben gemessen – ein kleines Land. Dass wir grösser wirken, als wir sind, liegt daran, dass sich unsere Kleinheit aus vielen reichhaltigen und aus den verschiedensten kleinen Einheiten zusammensetzt.

Diese Einheiten dürfen nicht weiter – wie heute – über Subventionsgesetze derart stark zentral gesteuert werden. Sie müssen wieder ihre eigene Verantwortung empfinden, wieder viel mehr selbst handeln und sich selber verwalten können. Der Weg dazu führt kurzfristig und vorübergehend über finanzielle Opfer zugunsten des Bundes. Es ist der Weg zurück; zurück, weil wir in der Vergangenheit zum Teil in der falschen Richtung gegangen sind.

Die Kantone müssen bedenken, dass sie gegenüber einem verarmten Bund bei den Verhandlungen über die Aufgabenteilung immer den kürzeren ziehen werden. Der Bund wird zu allem nein sagen müssen, weil ihm überhaupt nichts mehr zuzumuten ist.

Nur wenn wir gemeinsam unseren Sanierungsplan durchziehen, werden Bund und Kantone wieder echte, gleichwertige Partner sein; das wird sich letztlich zum Nutzen der Kantone auswirken.

Es geht nicht um die einen oder um die andern Interessen. Es geht um gemeinsame Interessen.

Ich sage es noch einmal: Finanzplan und Sparpaket sind keine grossen politischen Würfe. Aber sie sind eine notwendige Anstrengung. Wir müssen sparen. Und sparen tut man eben immer nur, wenn man spart. Ohne Opfer und Verzicht geht das nicht.

Zu oft hat sich vielleicht in der Vergangenheit die Politik in der Frage erschöpft, wo von diesem Bund noch etwas verlangt werden könnte. Heute müssen wir, etwas abgewandelt, mit John F. Kennedy öfter danach fragen: Wo können wir, was müssen wir, was wollen wir für die Eidgenossenschaft tun? (Beifall)

Präsident: Damit ist die Debatte über die Regierungsrichtlinien 1979 bis 1983 sowie über den Legislaturfinanzplan 1981 bis 1983 geschlossen.

Wir haben noch zu den beiden Motionen der Kommissionsminderheit – vertreten durch Herrn Biel – Stellung zu nehmen sowie zu einem Antrag des Herrn Carobbio, der Kenntnisnahme in ablehnendem Sinn empfiehlt.

Ich beantrage Ihnen, zunächst die beiden Motionen zu bereinigen. Der Bundesrat lehnt beide Motionen ab. Zuerst stimmen wir ab über die Motion der Kommissionsminderheit betreffend Schwerpunkte der Regierungspolitik.

Wortlaut der Motion der Kommissionsminderheit (Biel) vom 28. Februar 1980

Schwerpunkte der Regierungspolitik

Der Bundesrat wird beauftragt, in Kapitel 2 «Die Schwerpunkte» der Richtlinien der Regierungspolitik die Ausarbeitung eines 6. Landwirtschaftsberichtes in den Abschnitt 23 «Wirtschaft» aufzunehmen. Dieser neue Landwirtschaftsbericht soll nicht nur die bisherige Landwirtschaftspolitik kritisch überprüfen, sondern auch die Möglichkeiten untersuchen, wie die einzelnen Massnahmen nach Schwerpunkten vereinfacht, wie die Produktion besser den Absatzmöglichkeiten angepasst, die Einkommensunterschiede abgebaut und der Landwirtschaft selbst wieder mehr Eigenverantwortung überbunden werden kann.

Texte de la motion de la minorité de la commission (Biel) du 28 février 1980

Points forts de la politique gouvernementale

Le Conseil fédéral est chargé de mentionner, sous le chiffre 23 («Economie») du chapitre 2 des Grandes lignes de la politique gouvernementale, intitulé «Points forts», l'élaboration d'un sixième rapport sur l'agriculture. Il ne s'agira pas seulement d'examiner d'un œil critique l'actuelle politique agricole, mais aussi les possibilités qui

s'offrent de simplifier les diverses mesures par points forts, de mieux adapter la production à l'écoulement, d'atténuer les différences de revenu et d'imposer de nouveau à l'agriculture davantage de responsabilités.

Abstimmung – Vote

Für Ablehnung der Motion	139 Stimmen
Für Annahme der Motion	11 Stimmen

Wortlaut der Motion der Kommissionsminderheit (Biel) vom 28. Februar 1980

Ziel der Finanzpolitik

Der Bundesrat wird beauftragt, sein Finanzkonzept zu ändern und einen Finanzplan vorzulegen, nach dem der Bundeshaushalt ohne Erhöhung der allgemeinen Bundessteuern saniert wird. Dagegen sind zweckgebundene Ausgaben für die Verkehrs- und Energiepolitik vorzusehen. Neue, andere Bundesausgaben sind durch Einsparungen im Bereich der bisherigen Aufgaben zu finanzieren. Vorbehalten bleiben eventuell Arbeitsbeschaffungsmassnahmen. Entsprechend ist auch Kapitel 35 «Öffentliche Finanzen» der Richtlinien über die Regierungspolitik 1979 bis 1983 zu ändern.

Texte de la motion de la minorité de la commission (Biel) du 28 février 1980

Objectif de la politique financière

Le Conseil fédéral est chargé de modifier sa conception en matière de finances et de soumettre un plan financier permettant d'assainir le budget de la Confédération sans que les impôts fédéraux augmentent. En revanche, il faut prévoir des taxes à affectation spéciale dans le domaine des transports et de l'énergie. Il s'agit de financer de nouvelles dépenses de la Confédération en réalisant des économies dans l'exécution des tâches actuelles. Sont éventuellement réservées des mesures en faveur de l'emploi. Il y a également lieu de modifier le chapitre 35 des Grandes lignes de la politique gouvernementale durant la législature 1979 à 1983, intitulé «Finances publiques».

Präsident: Die zweite Motion der Kommissionsminderheit betrifft: Ziele der Finanzpolitik.

Abstimmung – Vote

Für Ablehnung der Motion	137 Stimmen
Für Annahme der Motion	12 Stimmen

Präsident: Wir kommen noch zur Stellungnahme zum Antrag Carobbio. Herr Carobbio beantragt Kenntnisnahme in ablehnendem Sinn. Bundesrat und Kommission beantragen Kenntnisnahme.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Carobbio	6 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	145 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

78.077

Alkoholgesetz. Aenderung Loi sur l'alcool. Modification

Botschaft und Gesetzentwurf vom 11. Dezember 1978 (BBl 1979 I, 53)

Message et projet de loi du 11 décembre 1978 (FF 1979 I, 57)

Beschluss des Ständerates vom 3. Oktober 1979

Décision du Conseil des Etats du 3 octobre 1979

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Oehler, Berichterstatter: Die Revision des 5. Abschnittes des Alkoholgesetzes, über welche wir heute beraten, ist nicht das Ergebnis der jüngsten politischen Zeitgeschichte, sondern geht zurück auf das Jahr 1971. Damals, also fast vor zehn Jahren, setzte der Bundesrat eine Expertenkommission ein, welche sich mit der Revision des Gesetzes aus dem Jahre 1932 zu beschäftigen hatte. Arbeitsweise sowie Fortgang der Kommissionsarbeit aus den frühen siebziger Jahren sind in den Ziffern 131 bis 134 der Botschaft umschrieben. Obwohl die Revision des Alkoholgesetzes in den Legislaturzielen 1975–1979 nicht enthalten war, konnte der Bundesrat im Herbst 1978 dem politischen Druck nicht mehr weichen und veröffentlichte im Dezember 1978 die entsprechende, uns nun vorliegende Botschaft. Den wohl stärksten Druck übten einerseits die Guttempler-Initiative, dann aber auch die Verhandlungen über dieses Volksbegehren in den eidgenössischen Räten, die verschiedenen parlamentarischen Vorstösse wie auch die im Vorfeld der Abstimmungskampagne geführte breite öffentliche Diskussion aus. Diese Hinweise sind notwendig, wie auch die Aussagen bestätigt werden, wenn Sie die Verhandlungen im «Amtlichen Bulletin der Bundesversammlung» vom Juli und September 1978 über die Guttempler-Initiative durchgehen und sich mit den Aussagen ihrer Fraktion, ja ihres Parteiprogramms, sowie mit den Versprechungen des Bundesrates und allenfalls sogar mit den persönlichen Manuskripten an politischen Versammlungen zum gleichen Thema im Vorfeld der Volksabstimmung über die Guttempler-Initiative nochmals auseinandersetzen.

Wohl haben Volk und Stände am 19. Februar 1979 die Initiative mit 773 000 Ja gegen 1 115 000 Nein verworfen. Wenn wir aber politisch glaubwürdig bleiben wollen, haben wir unsere Versprechungen von damals mindestens annähernd einzulösen. Andererseits wäre es ebenfalls eine Verkennung des deutlichen Volks- und Ständeentscheides, wenn wir nun alle Anliegen der Guttempler-Initiative durch die Hintertüre der Revision des Alkoholgesetzes einbringen wollten. Volk und Stände lehnen diese rigorosen Massnahmen ab. An diesem Willensentscheid haben auch wir uns zu orientieren. Die uns vorliegende Gesetzesrevision will auf vier verschiedenen Ebenen die politischen Begehren, aber auch den Verfassungsauftrag erfüllen. Sie zielt:

1. auf eine neue Abgrenzung des Handels,
2. auf das Obligatorium einer Bedürfnisklausel,
3. auf den Erlass neuer Freihandelsverbote, und
4. auf die Beschränkung der Werbung ab.

Die Diskussion im Anschluss an die Beschlüsse des Ständerates und das Echo vor allem nach den Verhandlungen Ihrer Kommission lassen nun unschwer erkennen, dass die Revision politischen Zündstoff enthält und mindestens zwei Schicksalsartikel aufweist, die in der Ihnen von der Kommissionsmehrheit vorgelegten Form mehr als nur refe-

Legislaturfinanzplan 1981-1983

Plan financier de la législature 1981-1983

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1980
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	80.004
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.03.1980 - 15:30
Date	
Data	
Seite	136-143
Page	
Pagina	
Ref. No	20 008 386

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.